



COMMISSION INCLUSION SOCIALE ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE (CISDP) DE CGLU

Groupe « Démocratie participative » de la CISDP

Quelques questions relatives à la notion de démocratie participative¹ et au rôle des villes :

Déclaration de principes

Nous, les autorités locales, nous engageons à développer une culture de la participation citoyenne en tant qu'outil d'inclusion sociale.

- La démocratie participative, la culture, la culture de la paix et de la non-violence, la participation citoyenne et l'inclusion sociale sont des concepts qui englobent les dimensions d'un nouveau paradigme, d'un nouveau modèle de développement et de gouvernance où les villes ont un rôle de premier plan et sont le cadre idéal pour l'innovation et l'expérimentation démocratique.
- Les mécanismes directs d'intervention sur les décisions qui ont un impact sur la vie des citoyens et des citoyennes sont essentiels à l'amélioration de la qualité de vie dans les villes, à la promotion du développement social et à la consolidation des mesures prises. La participation citoyenne n'est rien d'autre que la capacité concrète des citoyens à prendre des décisions ; cette participation doit avoir des répercussions significatives en matière d'amélioration du niveau de démocratie réelle dans la société.
- Nous sommes conscients des limites des expériences locales ; cependant, nos pratiques locales, dans le cadre desquelles la culture et la participation citoyenne se voient redonner un rôle essentiel, requièrent de construire un savoir-faire local qui, par le biais d'un travail en réseau, puisse s'inscrire dans un projet plus large susceptible de proposer des réponses nouvelles, plus démocratiques et plus inclusives, aux problèmes du monde actuel.
- Ces principes sont généraux ; pour qu'ils soient mis en application, il est nécessaire de prendre en compte les différences entre les villes développées et disposant de ressources et les villes pauvres, entre les villes du Nord et celles du Sud, entre les grandes villes et les petites villes, ainsi que d'autres caractéristiques.

¹ Ce document a été préparé par le groupe « Démocratie participative » du Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale (FAL), coordonné par Cordoue, Belo Horizonte et Montevideo avec le soutien du secrétariat technico-exécutif du FAL et de la CISDP ; il est basé sur les contributions et les conclusions des divers événements auxquels participent les gouvernements locaux qui font partie de la CISDP. Il doit beaucoup au travail du groupe « Démocratie participative » du Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale (FAL), et notamment de son atelier **Démocratie participative : un défi pour un « autre monde possible »**, organisé dans le cadre du FAL le 23 janvier 2006 à Caracas (Venezuela).

Proposition « Axes thématiques/conceptuels » de la commission « Inclusion sociale et démocratie participative » de CGLU

- **Nouvelle gouvernance : relations État/société civile.** La ville est le territoire de la citoyenneté, où le pouvoir central est plus proche des gens et où les mécanismes de participation peuvent être plus directs. Les relations entre la société civile et l'État impliquent de grands défis, à savoir un changement de culture politique ainsi qu'une nouvelle organisation institutionnelle et l'adaptation de l'appareil administratif, dans l'optique de répondre à une situation de nouvelle citoyenneté. Plus informée et réfléchie, cette citoyenneté revendique une place croissante dans les processus de prise de décision et s'éloigne des formes de participation obsolètes, rigides et hiérarchisées, pour s'impliquer dans des espaces et des organisations au fonctionnement plus horizontal et plus démocratique, à partir de nouvelles demandes participatives. Nous préconisons l'élaboration d'un diagnostic sur les capacités des institutions et des appareils administratifs de nos villes.
- **Pour les droits de citoyenneté et la culture de la participation citoyenne.** Nous pouvons aujourd'hui affirmer qu'il n'est pas possible d'exercer son droit à la citoyenneté si les conditions minimales d'égalité sociale entre les citoyens ne sont pas garanties. Qu'il s'agisse de la défense des droits de citoyenneté (nouveaux voisins, droits des migrants, etc.), ou des objectifs majeurs de recherche de l'équité, de redistribution des ressources et du pouvoir, les administrations municipales peuvent jouer un rôle important et faire entendre la voix de ceux qui ne peuvent s'exprimer, en mettant en place et en respectant des espaces et des organisations au fonctionnement plus horizontal et plus démocratique.
Il est essentiel que soit préservée l'autonomie des organisations sociales, et que l'administration municipale puisse assurer la formation de ses membres en vue de renforcer leur intervention dans les espaces participatifs.
L'amélioration des mécanismes de communication entre l'État et la société civile constitue également un objectif important.
- **Promotion des droits économiques et d'inclusion sociale.** Dans le contexte d'inégalité économique et d'exclusion sociale qui caractérise nos pays, il n'est pas possible d'espérer une égalité automatique entre les citoyens, et par conséquent leur participation.
Les autorités locales ne décident pas de la politique de leur pays, mais elles doivent peser politiquement sur ce thème en débattant des orientations les plus adaptées, de la participation budgétaire des municipalités et des responsabilités sociales qui incombent à ces dernières.
Ce débat peut favoriser une participation citoyenne plus politisée.
Les autorités locales doivent promouvoir des initiatives de développement local avec les ressources disponibles localement. Elles doivent faire de même concernant le thème de l'inclusion sociale, où ces initiatives seront également des outils favorisant la participation.
- **Pluralisme démocratique,** comme objectif stratégique pour le développement de la ville et comme élément essentiel dans la construction d'alternatives citoyennes. La démocratie participative est fondée sur une nouvelle « grammaire sociale », dont les principaux concepts sont, entre autres,

la diversité socioculturelle, le pluralisme, la citoyenneté active, la revendication d'identités et de subjectivités, l'autonomie et la consolidation de l'espace public. Cette « grammaire » introduit de nouveaux concepts en matière de relations entre la société et l'État.

- **Décentralisation administrative.** L'administration est certes plus proche des citoyens, mais cela est moins vrai lorsqu'il s'agit de grandes villes. La mise en œuvre de mécanismes de décentralisation administrative est donc importante pour assurer la participation citoyenne. Ces mécanismes peuvent même être mis en place par le biais de la participation.
- **Expérimentation démocratique – expériences et instruments.** Dans un contexte où les villes sont les espaces les plus sensibles aux impacts négatifs du processus de mondialisation, les défis et les problèmes auxquels elles sont confrontées sont de plus en plus nombreux et de plus en plus complexes. Les villes deviennent des acteurs de premier plan et le cadre adéquat pour l'innovation et l'expérimentation démocratique ; il est donc nécessaire de promouvoir des échanges d'expériences en matière de mécanismes de défense des intérêts publics, afin de radicaliser démocratiquement le mode de construction de l'intérêt public. Citons au nombre de ces mécanismes le budget participatif, la planification stratégique communautaire, les plans intégraux d'inclusion sociale, l'Agenda 21 local, etc.
- **Travail en réseau entre les villes, les autorités locales et la société civile.** Certains gouvernements locaux, conjointement avec des mouvements sociaux organisés, s'engagent actuellement à agir à l'échelle locale dans un contexte de mondialisation injuste, en favorisant de nouvelles façons de faire de la politique et de la comprendre. Ils réaffirment leur engagement envers une société civile mondiale organisée et renforcée ainsi qu'envers les gouvernements locaux organisés en réseaux pour se faire entendre sur la scène politique internationale et en devenir des acteurs. En ce sens, le droit à la communication et à l'information devient un élément essentiel au développement culturel et démocratique.
- **Planification.** Il ne s'agit pas seulement d'un outil de gestion mais également d'un instrument politique très important pour atteindre nos objectifs en matière d'équité sociale et de participation citoyenne. Les mécanismes techniques de planification et d'évaluation doivent être utilisés pour améliorer l'efficacité des processus. Un débat et un échange d'expériences de planification, expériences participatives comprises, sont les bienvenus.

Activités réalisées :

- **Mise en place de forums / séminaires / rencontres / conférences**
 - VI^e FAL à Caracas : janvier 2006 (www.fal-caracas2006.org)
 - 2^e réunion de la CISDP à Nanterre : mars 2006
 - Forum urbain mondial de Vancouver, autour des budgets participatifs : juin 2006
 - Séminaire international sur les budgets participatifs, la démocratie locale, les droits de citoyenneté et la participation citoyenne, Cordoue, 26-28 juin 2006, et réunion du groupe de travail « Démocratie participative », FAL

- **Échange d'expériences / formation / apprentissage**
 - R9-A4-04 « Participer à la gouvernance locale : impact des budgets participatifs sur l'administration publique locale » ; Ville de Cordoue – Espagne (disponible sur <http://www.ayuncordoba.es>)
 - R9-A5-04 « Le budget participatif comme outil de lutte contre l'exclusion sociale et territoriale » ; Comune di Venecia - Italie
 - R9-A6-04 « Outils d'articulation entre aménagement du territoire et budget participatif » ; Préfecture municipale de Belo Horizonte - Brésil
 - R9-A1-04 « Lier le budget participatif et les partenariats public-privé à l'économie solidaire » ; Ville de Cuenca – Équateur
 - R3-B2-04 : Observatoire international de la démocratie participative ; Barcelone

- **Production de connaissances : recherches, élaboration de manuels et d'outils de travail, publications**
 - Compte rendu du IV^e FAL
 - Projets du réseau URB-AL n° 9, Finances locales et Budget participatif, coordonné par POA :
 - Document de base du réseau URB-AL 9
 - Apport du projet de Cuenca : autres modèles de développement basés sur la solidarité
 - Apport du projet de Venise : l'intégration des exclus dans la gestion locale
 - Apport du projet de Cordoue : nouvelles relations État/société civile. Vers des modèles de gestion complets, à partir d'outils de la démocratie participative (publications disponibles sur <http://www.ayuncordoba.es>)
 - Projets
 - UN-Habitat et gouvernance
 - BM et transparenceURB-AL, coopération décentralisée
 - OLDP : Observatoires locaux de la démocratie participative
 - Fonds de coopération, etc.

Programme de travail

Novembre 2006 :

- 3^e réunion de la CISDP à Marrakech

Janvier 2007 :

- VII^e FAL à Nairobi

Octobre 2007 :

- 28-31/10 Congrès mondial de CGLU à Jeju (Corée)

Décembre 2007 :

- Forum mondial sur la démocratie participative dans les territoires, Lyon. Organisé par le Conseil régional de Rhône-Alpes (France)

Thèmes à discuter:

- Élaborer des concepts ;
- Décider de la création d'une banque de données relatives aux expériences et rassembler la documentation existante et la rendre disponible sur Internet ;
- Préparer la contribution de la CISDP au GOLD (Global Observatory of Local Democracy and Decentralization) : le point B du rapport GOLD présenté lors de la réunion du Bureau exécutif de Washington, en février 2006, traite de la participation citoyenne. Nous pourrions prendre en charge, conjointement avec CGLU, la partie d'observation du développement des formes novatrices de participation citoyenne dans la vie politique locale. Décrire et analyser les pratiques.
- Participation dans le Congrès Mondial de CGLU- Jeju